

Le réseau de l'aide juridique
au service des gens...



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Avril 2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 3^e GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|--|-------|
| 01 | Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). | 1 |
| 02 | <p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer :</p> <p>a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;</p> <p>b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;</p> <p>c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;</p> <p>d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</p> | 2 |
| 06 | Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2022-2023. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes. | 4 |
| 07 | Liste et détail de tous les mandats donnés à la société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023. | 5 |
| 09 | <p>Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :</p> <p>a. Le mandat;</p> <p>b. Les membres;</p> <p>c. Le budget;</p> <p>d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;</p> <p>e. Le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023;</p> <p>f. Les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.</p> | 6 |
| 11 | Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents. | 10 |
| 12 | Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère ou le cabinet et par chaque organisme qui en relève en 2022-2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser. | 11 |
| 13 | <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :</p> <p>a. La liste de tous les concours et tirages réalisés;</p> <p>b. Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;</p> <p>c. L'objectif visé par la tenue de chacun des concours;</p> <p>d. La liste des concours qui ont pris fin.</p> | 12 |

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|--|-------|
| 14 | <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le nom de toutes les campagnes; b. Les coûts de ces campagnes; c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d. Les dates de diffusion de la campagne; e. Les objectifs visés par chaque campagne. | 13 |
| 15 | <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c. Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme; d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. | 14 |
| 20 | <p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le lieu; b. Le coût; c. La ou les dates de participation; d. Le nombre de participants; e. Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f. Le nom de la formation ou de l'activité. | 15 |
| 21 | <p>Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b. La liste des personnes à rencontrer, en précisant le but de la rencontre; c. Les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d. La liste des participants à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents. | 20 |
| 22 | <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires; c. Le montant qui leur a été accordé. <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p> | 21 |
| 48 | <p>Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2022-2023, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.</p> | 22 |

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|---|-------|
| 49 | Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique. | 24 |
| 50 | Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique. | 25 |
| 51 | État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2023. | 26 |
| 52 | Pour 2022-2023, fournir : a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique; b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ; c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique. | 27 |
| 53 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. | 28 |
| 54 | Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2022-2023 : a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique | 30 |
| 55 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. | 32 |
| 56 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2022-2023 : a. Description détaillée de chacune des étapes du procès; b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales; c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; e. Nombre de mandats émis à la pratique privée; f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. | 34 |

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|--|-------|
| 57 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. | 37 |
| 58 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. | 39 |
| 59 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2022-2023 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. | 40 |
| 60 | Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2022-2023. | 42 |
| 61 | Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise. | 43 |
| 62 | Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2022-2023. | 44 |
| 63 | Ventilation détaillée des effectifs, au 31 mars 2023, pour la Commission des services juridiques ainsi que pour chacun des bureaux d'aide juridique régionaux. | 45 |
| 64 | Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2022-2023. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région. | 48 |
| 65 | En 2022-2023, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant. | 49 |
| 67 | Liste des mandats accordés en 2022-2023 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a. Le nom et l'adresse du professionnel; b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. Les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié; e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme. | 50 |

| DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | | PAGES |
|---------------------------|--|-------|
| 68 | Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour l'année 2022 2023. | 53 |
| 87 | Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter. | 54 |
| 97 | Bilan détaillé des mesures de la stratégie des délais en matière criminelle et pénale, ventilé et sommes octroyées par mesure en date du 31 mars 2023. | 55 |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| Question 01 | Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| | 2022-2023 (K\$) |
|-------------------------|-----------------|
| Logiciels et matériel | 157,6 K\$ |
| Services professionnels | |
| • Interne | 0 \$ |
| • Externe | 1,4 K\$ |
| • CSPQ / ITQ | 0 \$ |
| TOTAL | 159,0 K\$ |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| <div>Question02</div> | <p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer :</p> <p>a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;</p> <p>b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;</p> <p>c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;</p> <p>d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</p> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration

- Me Daniel LaFrance (président)
- Me Nadine Koussa (Vice-présidente)
- M. Gilles Baril (commissaire)
- Me Isabelle Simard (commissaire)
- Me Réjean Olivier Lebel (commissaire)
- Me Simon Roy (commissaire)
- Me Amélie Binette (commissaire)
- Me Marie-Josée Hétu (commissaire)
- Mme Nadine LeGal (commissaire)
- Me Amélie Charlebois (commissaire)
- Me Sophie Noël (commissaire)
- Me Joanie Lalonde-Piecharski (commissaire)
- Mme Stéphanie Zeitouni (Commissaire, délégué du sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- Me Julien-Maurice Laplante (Commissaire. délégué du sous-ministre de la Justice)

B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération

| Prénom et nom | Titre | Dates du début | Dates de la fin | Rémunération |
|---------------|-------|----------------|-----------------|--------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv

| Prénom et nom | Titre | Dates du début | Dates de la fin | Rémunération |
|---------------|-------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Me Simon Roy | Commissaire | 25 janvier 2023 | 24 janvier 2026 | Décret 94-2023 |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

D. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

| Prénom et nom | Titre | Frais de voyage | Frais de repas | Frais de représentation |
|--------------------|-----------------|-----------------|----------------|-------------------------|
| Me Daniel LaFrance | Président | 954 \$ | 349 \$ | 200 \$ |
| Me Nadine Koussa | Vice-présidente | 1 460 \$ | 377 \$ | 200 \$ |
| M. Gilles Baril | Commissaire | 1 151 \$ | 362 \$ | 0 \$ |

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

| | |
|--------------------|-------|
| Question 02 | Suite |
|--------------------|-------|

| | | | | |
|------------------------------|---|------------------------|------------------------|----------------------|
| Me Isabelle Simard | Commissaire | 0 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Me Réjean Olivier Lebel | Commissaire | 214 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Me Simon Roy | Commissaire | 0 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Me Amélie Binette | Commissaire | 728 \$ | 112 \$ | 0 \$ |
| Me Marie-Josée Hétu | Commissaire | 0 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Mme Nadine LeGal | Commissaire | 132 \$ | 165 \$ | 0 \$ |
| Me Amélie Charlebois | Commissaire | 221 \$ | 112 \$ | 0 \$ |
| Me Sophie Noël | Commissaire | 221 \$ | 112 \$ | 0 \$ |
| Me Joanie Lalonde-Piecharski | Commissaire | 221 \$ | 135 \$ | 0 \$ |
| Mme Stéphanie Zeitouni | Commissaire, délégué du sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 0 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Me Julien-Maurice Laplante | Commissaire, délégué du sous-ministre de la Justice | 0 \$ | 112 \$ | 0 \$ |
| | <u>Total</u> | <u>5 302 \$</u> | <u>1 836 \$</u> | <u>400 \$</u> |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| Question 06 | Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2022-2023. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les réalisations 2022-2023

Mise à niveau des systèmes informatiques et de technologies de l’information

Ventilation des sommes allouées dans le réseau

| 2022-2023 | |
|---------------------------|------------|
| Régions | Montant |
| Abitibi-Témiscamingue | 53 886 \$ |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 41 254 \$ |
| Côte-Nord | 26 593 \$ |
| Estrie | 56 495 \$ |
| Laurentides-Lanaudière | 72 671 \$ |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 50 260 \$ |
| Montréal | 190 599 \$ |
| Outaouais | 75 248 \$ |
| Québec | 51 823 \$ |
| Rive-Sud | 89 929 \$ |
| Saguenay-Lac St-Jean | 49 025 \$ |
| CSJ | 46 700 \$ |
| Total | 804 483 \$ |

Sommes avancées en 2022-2023 par le fonds de suppléance du conseil du trésor : Aucune

| | |
|-------------|---|
| Question 07 | Liste et détail de tous les mandats donnés à la société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023. |
|-------------|---|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| Date | Nombre de mandats | Description du mandat | Dépense 2022-2023 |
|----------------------------|-------------------|---|-------------------|
| 1 ^{er} juin 2022 | 1 | Réaménagement de locaux – Montréal (5858 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec) | 404 440 \$ |
| 1 ^{er} avril 2022 | 1 | Réaménagement de locaux – Montréal (1717 Boulevard Saint-Martin, Laval, Québec) | 40 000 \$ |
| 1 ^{er} avril 2022 | 1 | Réaménagement de locaux – Montréal (5879 Boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord, Québec) | 8 261 \$ |
| 1 ^{er} avril 2022 | 1 | Réaménagement de locaux – Montréal (800 Boulevard de Maisonneuve, Montréal, Québec) | 76 635 \$ |
| Total | 4 | | 529 336 \$ |

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. Le mandat;
- b. Les membres;
- c. Le budget;
- d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
- e. Le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023;
- f. Les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question 09

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. Le mandat;
- b. Les membres;
- c. Le budget;
- d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
- e. Le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023;
- f. Les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| Comité | Mandat | Membres | Nombre de rencontres 2022-2023 |
|---|--|---|--------------------------------|
| Association des régimes d'aide juridique du Canada | Assurer une structure permettant d'échanger de l'information et des points de vue au sujet des besoins et services juridiques ainsi que de discuter de problèmes existants et de l'évolution des divers régimes, de même que de divers aspects de l'aide juridique et de questions publiques pertinentes qui représentent un intérêt national en matière d'aide juridique. | Me Marie-Claude Marcil | 18 |
| Comité consultatif sur la violence conjugale et de la pratique judiciaire | Soutenir les victimes, leur offrir davantage d'information, de conseils et de représentation. Rapprocher les maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et les bureaux d'aide juridique. | Me Marie-Claude Marcil | 3 |
| Comité d'arrimage tactique et opérationnel avec les partenaires-Programme Lexius | Discuter de l'arrimage entre la transformation de la Justice gouvernementale et les divers partenaires de la justice | Me Richard La Charité | 2 |
| Comité de suivi tripartite créé à la suite du rapport final du Groupe de travail indépendant (GTI) sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique | Procéder à l'analyse de chacun des actes juridiques tarifés afin de faire refléter le temps réellement consacré à la charge de travail des avocats | Me Daniel LaFrance Me Nadine Koussa Me Richard La Charité | 11 10 1 |
| Comité stratégique PAJ-SM | Assurer un déploiement uniforme du programme d'accompagnement Justice-Santé mentale dans toutes les régions du Québec | Me Richard La Charité | 1 |

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

| Comité | Mandat | Membres | Nombre de rencontres 2022-2023 |
|---|--|--|--------------------------------|
| Forum Québécois sur l'accès à la justice civile et familiale | Développer des solutions permettant de bien aiguiller le citoyen sur les services qui s'offre à lui | Me Daniel LaFrance | 2 |
| Forum sociojudiciaire autochtone | Lieu d'échange formel en vue de favoriser de meilleures collaboration et concertation en matière de services sociaux, policiers, judiciaires et correctionnels | Me Marie-Claude Marcil | 2 |
| Comité consultatif des organismes du portefeuille Justice | Ce comité consultatif vise à assurer une saine gestion des dossiers conjoints des organismes formant le portefeuille «Justice» et le ministère de la Justice en ressources informationnelles, humaines et financières et contractuelles au regard des enjeux et des orientations stratégiques ministérielles et gouvernementales. <ul style="list-style-type: none"> - Créer une synergie entre la sous-ministre associée et les dirigeants des organismes - Partager l'expertise et les outils - Dégager des enjeux et préoccupation relatifs aux différents volets de gestion | Mme Claudie Côté | 2 |
| Sous-comité en ressources informationnelles des organismes Justice | Ce comité veut permettre aux membres des organismes sous le portefeuille Justice d'échanger quant à leurs pratiques et leurs expériences pour s'améliorer et innover; partager leurs réalités et outils; apprendre à se connaître comme collègues immédiats et mettre en commun des projets similaires. | Mme Claudie Côté M. Carl Pineault | 2 2 |
| Sous-comité en RH des organismes Justice | Ce comité veut permettre aux membres des organismes sous le portefeuille Justice d'échanger sur l'ensemble des sujets en ressources informationnelles. Le comité permettra d'établir une structure de gouvernance et de collaboration, facilitera la reddition de compte et favorisera la mise en commun des politiques, directives et processus. | Mme Claudie Côté Mme Marie-Eve Charest | 3 1 |
| Groupe de travail permanent sur l'aide juridique fédéral-provincial-territorial (GTP-FPT) | Compte tenu de l'importance de l'aide juridique pour : <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'accès à la justice pour les personnes vulnérables et défavorisées sur le plan économique, et • le fonctionnement équitable, efficace et efficiente du système de justice | Me Marie-Claude Marcil M. Yves Boisvert | 8 5 |

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

| Comité | Mandat | Membres | Nombre de rencontres 2022-2023 |
|---|---|--|---|
| | Le Groupe de travail permanent fédéral-provincial-territorial (FPT) sur l'aide juridique (GTP) doit conseiller et soutenir les sous-ministres FPT responsables de la justice et de la sécurité publique pour assurer la prestation de services d'aide juridique aux personnes admissibles, y compris celles qui sont accusées d'infractions criminelles et celles qui ont besoin d'aide juridique dans les affaires liées à l'immigration et au statut de réfugié, au moyen d'un partenariat continu et d'une constante collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les régimes d'aide juridique. | | |
| Groupe de travail sur le tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale | Améliorer l'accompagnement et l'expérience des personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale dans le processus judiciaire. | Me Daniel LaFrance Me Nadine Koussa | 1 |
| Programme de consolidation des centres de traitement informatique (PCCTI) | Consolider les salles de traitement informatique | Carl Pineault | 11 |
| Réseau des responsables de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels | Discuter et présenter divers sujets liés à l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels. | Me Richard La Charité | Aucune rencontre, consultations réalisées par courriel. |
| Réseau des responsables de l'application des règles contractuelles. | Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, tenir les responsables à jour sur les changements apportés au cadre législatif et réglementaire en matière contractuelle | Mme Claudie Côté | 10 |
| Table de concertation en matière de petites créances. | Cette table a pour objectif d'échanger sur les outils, les pratiques et les orientations en matière de petites créances. | Me Nadine Koussa | 1 |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| Question 11 | Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

| | |
|-------------|--|
| Question 12 | Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère ou le cabinet et par chaque organisme qui en relève en 2022 2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser. |
|-------------|--|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| Firme | Coût |
|-------------------|-------------|
| Normandin Beaudry | 28 873 \$ * |

* Ce montant représente le coût total du mandat qui a été défrayé en part égale entre la CSJ, le Ministère de la Justice et le Barreau du Québec.

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------------|---|
| <div>Q_{uestion} 13</div> | <div>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a. La liste de tous les concours et tirages réalisés; b. Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c. L'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d. La liste des concours qui ont pris fin.</div> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| Question 14 | <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 :</p> <p>a. Le nom de toutes les campagnes; b. Les coûts de ces campagnes; c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d. Les dates de diffusion de la campagne; e. Les objectifs visés par chaque campagne.</p> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

| Nom de la campagne | Coûts | Nom de la firme | Diffusion | Objectif visé |
|--------------------|-------|-----------------|-----------|---------------|
| | | | | |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|---|
| <div>Question 15</div> | <div>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a. Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c. Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme; d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</div> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. Le nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques :

Aucun.
- B. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques :

18 704 \$
- C. Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme :

Non applicable.
- D. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées :

Non applicable.
- E. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom su ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées :

Non applicable.

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|---|
| Question 20 | <p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer :</p> <p>a. Le lieu; b. Le coût; c. La ou les dates de participation; d. Le nombre de participants; e. Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f. Le nom de la formation ou de l'activité.</p> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| Lieu | Coût total | Date | Nombre | Organisme | Titre de l'activité |
|------|------------|---------------|--------|---------------------------------------|---|
| N/A | 27 249 \$ | N/A | N/A | 3428311 Canada Inc. (Bonheur en vrac) | Contrat de production et de mise en ligne de formation pour les avocats salariés du réseau de l'aide juridique. |
| N/A | 122 \$ | 1 avril 2022 | 2 | Barreau du Québec | "Sécurité informatique dans la pratique du droit." |
| N/A | 1 950 \$ | 1 avril 2022 | N/A | FORMATION QUALITEMPS INC. | "Sharepoint pour supers utilisateurs Privé" |
| N/A | 1 080 \$ | 4 avril 2022 | N/A | Groupe MP-Plus | "Leadership d'excellence" |
| N/A | 997 \$ | 5 avril 2022 | 1 | École de Technologie Supérieure | "Gestion du changement." |
| N/A | 151 \$ | 6 avril 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Développements récents en droit du travail." |
| N/A | 732 \$ | 7 avril 2022 | 3 | Barreau du Québec | "Le rendez-vous T.I". |
| N/A | 25 \$ | 20 avril 2022 | 1 | IGF - Montréal- | "Le point sur la transformation numérique de l'État." |
| N/A | 65 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "L'assurance invalidité." |
| N/A | 32 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Les bonnes pratiques de l'avocat au sein du réseau d'aide juridique." |
| N/A | 65 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Survол pratique et théorique de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles." |
| N/A | 65 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Survол pratique et théorique de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles." |
| N/A | 65 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Revue jurisprudentielle de la Loi sur le Tribunal administratif du logement." |
| N/A | 118 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Trucs, astuces et procédures en matières criminelles." |
| N/A | 54 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Protection de la jeunesse - Trousse de dépannage." |

| | |
|-------------|-------|
| Question 20 | Suite |
|-------------|-------|

| Lieu | Coût total | Date | Nombre | Organisme | Titre de l'activité |
|------|------------|-------------------|--------|---|--|
| N/A | 129 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Admissibilité financière et couverture de services." |
| N/A | 65 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Loi sur la protection de la Jeunesse-101." |
| N/A | 65 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Survol pratique et théorique de la Loi sur l'assurance automobile." |
| N/A | 65 \$ | 3 mai 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Révision du dispositif de protection des personnes: mieux protéger ceux qui en ont besoin." |
| N/A | 88 \$ | 3 mai 2022 | 1 | Barreau du Québec | "Journée de formation - Intérêt de l'enfant." |
| N/A | 1 530 \$ | 25 mai 2022 | N/A | Groupe MP-Plus | "Décupler sa mémoire" |
| N/A | 135 \$ | 30 mai 2022 | 1 | CORIM | "Conférence de Richard Wagner, juge en chef du Canada" |
| N/A | 595 \$ | 3 juin 2022 | 1 | Ordre des conseillers en ressources humaines agréés | "Congrès RH 2022." |
| N/A | 495 \$ | 21 juillet 2022 | 1 | Barreau du Québec | "Colloque familiale 2022" |
| N/A | 585 \$ | 22 août 2022 | 1 | AAPI | "Microprogramme en gestion stratégique." |
| N/A | 84 \$ | 30 août 2022 | 1 | Barreau du Québec | "Obligation de confidentialité." |
| N/A | 32 \$ | 2 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Présentation de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services (Chapitre III, SAH et SARPA)." |
| N/A | 1 208 \$ | 6 septembre 2022 | 1 | Mouvement québécois de la qualité | "La gestion agile des projets numériques." |
| N/A | 1 695 \$ | 7 septembre 2022 | | Project Management Institute Montréal | "Cours de préparation PMP A01-2022 / PMI member." |
| N/A | 126 \$ | 8 septembre 2022 | 1 | Soquij | "Astuces pour une méthodologie de recherche juridique efficace." |
| N/A | 129 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | " L'action civile pour l'indemnisation des victimes de violence sexuelle et conjugale. " |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "L'accès aux différents programmes sociaux selon le statut d'immigration." |

| | |
|-------------|-------|
| Question 20 | Suite |
|-------------|-------|

| Lieu | Coût total | Date | Nombre | Organisme | Titre de l'activité |
|------|------------|-------------------|--------|-------------------|---|
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "La rechute, récidive, aggravation dans un contexte comparatif et la détermination d'emploi et ses impacts en CNESST et en SAAQ." |
| N/A | 86 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Évaluation de la crédibilité et comportements non verbaux des témoins." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Logement à prix modique - particularités et autres." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Représentation de l'enfant: guide pratique." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Les peines spécifiques en matière de justice pénale pour les adolescents: du juridique au clinique." |
| N/A | 129 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Les requêtes préliminaires dans les dossiers de nature sexuelle." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Projet de loi C-5: La résurrection de Proulx." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Le droit à l'avocat en cas d'arrestation ou de détention, prévu à l'article 10b) de la Charte canadienne des droits et libertés." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "La réforme des mesures de protection." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Présentation du programme de revenu de base établi en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles: un programme visant les personnes ayant des contraintes sévères depuis longtemps." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Revue de la jurisprudence marquante en protection de la jeunesse et survol des modifications apportées à la LPJ par le projet de loi 15." |
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Le recours en lésion de droits à la Chambre de la jeunesse." |

| | |
|-------------|-------|
| Question 20 | Suite |
|-------------|-------|

| Lieu | Coût total | Date | Nombre | Organisme | Titre de l'activité |
|----------|------------|-----------------------|--------|--|--|
| N/A | 65 \$ | 13 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Conduites avec les capacités affaiblies par la drogue: les tests et l'évaluation symptomatiques démystifiés." |
| N/A | 71 \$ | 15 septembre 2022 | 3 | Institut d'administration publique de Québec | "Travail hybride : comment mobiliser son équipe." |
| N/A | 65 \$ | 16 septembre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Quand la violence conjugale dans un dossier: nouveaux outils pratiques pour dépister, documenter et mieux intervenir comme avocat (e)." |
| N/A | 379 \$ | 19 septembre 2022 | 1 | Fédération des milieux documentaires | "Congrès des professionnel-le-s de l'information 2022." |
| N/A | 30 \$ | 19 septembre 2022 | 1 | Fondation du Barreau du Québec | "Conférence Questions juridiques spécifiques aux peuples autochtones." |
| N/A | 166 \$ | 20 septembre 2022 | 7 | Institut d'administration publique de Québec | "Innovation : une culture à instaurer dans les administrations publiques." |
| N/A | 166 \$ | 20 septembre 2022 | 7 | Institut d'administration publique de Québec | "Intelligence artificielle : enjeux et bénéfices pour une organisation." |
| N/A | 260 \$ | 28 septembre 2022 | 1 | Groupe MP-Plus | "Structurer sa pensée avec le Mind Mapping." |
| N/A | 65 \$ | 1 octobre 2022 | N/A | Barreau du Québec | "Le code criminel et sa section sur les troubles mentaux: casse-tête, labyrinthe? Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué." |
| N/A | 859 \$ | 1 octobre 2022 | 1 | Openforumouvert.com | "Journée stratégique sur la gestion des réclamations en assurance invalidité de la personne." |
| N/A | 20 \$ | 26 octobre 2022 | 1 | Udemy | "Microsoft SharePoint Online 365 Une étape à la fois." |
| N/A | 28 \$ | 26 octobre 2022 | 1 | Udemy | "Apprendre à gérer des documents avec SharePoint." |
| N/A | 4 225 \$ | 27 octobre 2022 | N/A | Groupe Edgenda inc | Banque d'heures d'accompagnement du formateur |
| Montréal | 119 703 \$ | 26 au 28 octobre 2022 | 421 | Commission des services juridiques | Journées de formation annuelles des avocats du réseau de l'Aide juridique. |

| | |
|--------------------|-------|
| Question 20 | Suite |
|--------------------|-------|

| Lieu | Coût total | Date | Nombre | Organisme | Titre de l'activité |
|----------|------------|-------------------------|--------|---|---|
| N/A | 446 \$ | 7 novembre 2022 | N/A | Groupe Edgenda inc | "Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire." |
| N/A | 149 \$ | 7 novembre 2022 | N/A | Groupe Edgenda inc | "Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire." |
| N/A | 248 \$ | 16 novembre 2022 | N/A | Groupe Edgenda inc | "Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire." |
| N/A | 124 \$ | 22 novembre 2022 | N/A | Groupe Edgenda inc | "Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire." |
| Montréal | 1 850 \$ | 29 novembre 2022 | N/A | Propulsion RH Inc. | Formation sur le rôle-conseil |
| Montréal | 950 \$ | 30 novembre 2022 | 30 | Académie des finances personnelles Inc. | Conférence sur les finances personnelles |
| Montréal | 2 450 \$ | 30 novembre 2022 | N/A | Propulsion RH Inc. | Formation Gestion du stress |
| N/A | 270 \$ | 7 décembre 2022 | N/A | Groupe Edgenda inc | "Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire." |
| N/A | 372 \$ | 13 décembre 2022 | N/A | Groupe Edgenda inc | "Collaborer avec Microsoft 365 pour directeur et gestionnaire." |
| N/A | 10 600 \$ | 28 sept au 31 déc. | N/A | HEC Montréal | Programme CCJM - HEC Montréal 2022-2023 |
| N/A | 20 \$ | 12 janvier 2023 | N/A | Barreau du Québec | "La représentation de l'enfant." |
| N/A | 85 \$ | 23 janvier 2023 | 1 | Barreau du Québec | "Best practices and Pitfalls" |
| N/A | 236 \$ | 27 janvier 2023 | 1 | AQAAD | "Intoxication volontaire extrême: une réforme qui comporte une faille majeure." |
| N/A | 1 716 \$ | Janvier et février 2023 | N/A | Groupe Edgenda inc | "Collaborer avec M365 pour Super utilisateur. " |
| Total | 186 335 \$ | | | | |

| | |
|------------------------|--|
| <div>Question 21</div> | <p>Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Le nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents;b. La liste des personnes à rencontrer, en précisant le but de la rencontre;c. Les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation;d. La liste des participants à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents. |
|------------------------|--|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ou de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**Art. 4, paragraphe 20**).

CSJ : <https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx>

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|---|
| Question 22 | <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 :</p> <p>a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires; c. Le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

| | | |
|----------|----|---|
| Question | 48 | Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2022-2023, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique. |
| | | |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. Répartition des demandes selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Total | Acceptées | % | Refusées | % | Non-Statuées | % |
|---------------------------|---------|-----------|-------|----------|-------|--------------|-------|
| Abitibi-Témiscamingue | 8 776 | 6 911 | 78.7% | 1 196 | 13.6% | 669 | 7.6% |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 6 272 | 4 974 | 79.3% | 1 094 | 17.4% | 204 | 3.3% |
| Côte-Nord | 3 158 | 2 397 | 75.9% | 296 | 9.4% | 465 | 14.7% |
| Estrie | 9 984 | 8 221 | 82.3% | 1 454 | 14.6% | 309 | 3.1% |
| Laurentides-Lanaudière | 19 403 | 14 332 | 73.9% | 4 708 | 24.3% | 363 | 1.9% |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 12 337 | 9 624 | 78.0% | 2 318 | 18.8% | 395 | 3.2% |
| Montréal | 48 478 | 34 390 | 70.9% | 10 957 | 22.6% | 3 131 | 6.5% |
| Outaouais | 9 523 | 7 846 | 82.4% | 1 242 | 13.0% | 435 | 4.6% |
| Québec | 16 544 | 12 637 | 76.4% | 3 109 | 18.8% | 798 | 4.8% |
| Rive-Sud | 22 417 | 17 288 | 77.1% | 4 954 | 22.1% | 175 | 0.8% |
| Saguenay-Lac St-Jean | 6 436 | 5 548 | 86.2% | 751 | 11.7% | 137 | 2.1% |
| Total | 163 328 | 124 168 | 76.1% | 32 079 | 19.6% | 7 081 | 4.3% |

2. Répartition des demandes selon qu'elles ont été confiées à des avocats ou à des notaires par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Cas confiés à des avocats | % | Cas confiés à des notaires | % | Total des demandes acceptées |
|---------------------------|---------------------------|--------|----------------------------|------|------------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 6 894 | 99.8% | 17 | 0.2% | 6 911 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 4 968 | 99.9% | 6 | 0.1% | 4 974 |
| Côte-Nord | 2 396 | 100.0% | 1 | 0.0% | 2 397 |
| Estrie | 8 199 | 99.7% | 22 | 0.3% | 8 221 |
| Laurentides-Lanaudière | 14 330 | 100.0% | 2 | 0.0% | 14 332 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 9 604 | 99.8% | 20 | 0.2% | 9 624 |
| Montréal | 34 345 | 99.9% | 45 | 0.1% | 34 390 |
| Outaouais | 7 831 | 99.8% | 15 | 0.2% | 7 846 |
| Québec | 12 631 | 100.0% | 6 | 0.0% | 12 637 |
| Rive-Sud | 17 258 | 99.8% | 30 | 0.2% | 17 288 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 5 546 | 100.0% | 2 | 0.0% | 5 548 |
| Total | 124 002 | 99.9% | 166 | 0.1% | 124 168 |

3. Répartition des demandes acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Avocats salariés | % | Avocats de la pratique privée | % | Total des demandes acceptées |
|---------------------------|------------------|-------|-------------------------------|-------|------------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 3 990 | 57.9% | 2 904 | 42.1% | 6 894 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 2 772 | 55.8% | 2 196 | 44.2% | 4 968 |
| Côte-Nord | 1 423 | 59.4% | 973 | 40.6% | 2 396 |
| Estrie | 4 181 | 51.0% | 4 018 | 49.0% | 8 199 |
| Laurentides-Lanaudière | 6 481 | 45.2% | 7 849 | 54.8% | 14 330 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 5 128 | 53.4% | 4 476 | 46.6% | 9 604 |
| Montréal | 14 831 | 43.2% | 19 514 | 56.8% | 34 345 |
| Outaouais | 4 552 | 58.1% | 3 279 | 41.9% | 7 831 |
| Québec | 6 633 | 52.5% | 5 998 | 47.5% | 12 631 |
| Rive-Sud | 7 774 | 45.0% | 9 484 | 55.0% | 17 258 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 3 007 | 54.2% | 2 539 | 45.8% | 5 546 |
| Total | 60 772 | 49.0% | 63 230 | 51.0% | 124 002 |

| | |
|--------------------|-------|
| Question 48 | Suite |
|--------------------|-------|

4. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats ou à des notaires par région
Du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Refus Avocats | % | Refus Notaires | % | Total des demandes refusées |
|---------------------------|---------------|--------------|----------------|-------------|-----------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 1 194 | 99.8% | 2 | 0.2% | 1 196 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 1 088 | 99.5% | 6 | 0.5% | 1 094 |
| Côte-Nord | 296 | 100.0% | 0 | 0.0% | 296 |
| Estrie | 1 446 | 99.4% | 8 | 0.6% | 1 454 |
| Laurentides-Lanaudière | 4 701 | 99.9% | 7 | 0.1% | 4 708 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 2 295 | 99.0% | 23 | 1.0% | 2 318 |
| Montréal | 10 919 | 99.7% | 38 | 0.3% | 10 957 |
| Outaouais | 1 238 | 99.7% | 4 | 0.3% | 1 242 |
| Québec | 3 102 | 99.8% | 7 | 0.2% | 3 109 |
| Rive-Sud | 4 926 | 99.4% | 28 | 0.6% | 4 954 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 750 | 99.9% | 1 | 0.1% | 751 |
| Total | 31 955 | 99.6% | 124 | 0.4% | 32 079 |

5. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Refus Salariés | % | Refus Pratique privée | % | Total des demandes refusées |
|---------------------------|----------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 288 | 24.1% | 908 | 75.9% | 1 196 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 571 | 52.2% | 523 | 47.8% | 1 094 |
| Côte-Nord | 168 | 56.8% | 128 | 43.2% | 296 |
| Estrie | 746 | 51.3% | 708 | 48.7% | 1 454 |
| Laurentides-Lanaudière | 1 854 | 39.4% | 2 854 | 60.6% | 4 708 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 1 163 | 50.2% | 1 155 | 49.8% | 2 318 |
| Montréal | 7 068 | 64.5% | 3 889 | 35.5% | 10 957 |
| Outaouais | 888 | 71.5% | 354 | 28.5% | 1 242 |
| Québec | 1 834 | 59.0% | 1 275 | 41.0% | 3 109 |
| Rive-Sud | 2 298 | 46.4% | 2 656 | 53.6% | 4 954 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 371 | 49.4% | 380 | 50.6% | 751 |
| Total | 17 249 | 53.8% | 14 830 | 46.2% | 32 079 |

6. Répartition des demandes non statuées selon qu'elles sont en attestation conditionnelle ou en suspens par région
Du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Attestations conditionnelles | % | En suspens | % | Total des demandes non statuées |
|---------------------------|------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 52 | 7.8% | 617 | 92.2% | 669 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 17 | 8.3% | 187 | 91.7% | 204 |
| Côte-Nord | 9 | 1.9% | 456 | 98.1% | 465 |
| Estrie | 16 | 5.2% | 293 | 94.8% | 309 |
| Laurentides-Lanaudière | 20 | 5.5% | 343 | 94.5% | 363 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 21 | 5.3% | 374 | 94.7% | 395 |
| Montréal | 1 339 | 42.8% | 1 792 | 57.2% | 3 131 |
| Outaouais | 3 | 0.7% | 432 | 99.3% | 435 |
| Québec | 140 | 17.5% | 658 | 82.5% | 798 |
| Rive-Sud | 48 | 27.4% | 127 | 72.6% | 175 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 10 | 7.3% | 127 | 92.7% | 137 |
| Total | 1 675 | 23.7% | 5 406 | 76.3% | 7 081 |

| | |
|-----------------------------------|--|
| <div>Question</div> <div>49</div> | Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique. |
|-----------------------------------|--|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Coût moyen par dossier en matière criminelle, civile et notariale:

Le coût moyen d'un dossier en matière criminelle confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 790 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière civile et administratif confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 538 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière notariale confié et payé aux notaires de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 405 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

| | |
|-------------|--|
| Question 50 | Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique. |
|-------------|--|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Une entente sur le renouvellement du tarif est intervenue au cours de l'exercice 2020-2021. Lors des négociations, un membre du personnel d'encadrement de la Commission était impliqué en tant que conseiller auprès du ministère de la Justice.

Depuis, l'implication de la CSJ s'est poursuivie dans le cadre des travaux du Groupe de travail indépendant sur les tarifs (GTI) mis sur pied afin de revoir les conditions de réalisation ainsi que la rémunération des mandats d'aide juridique. Un rapport final a été produit en août 2022 et deux membres du personnel d'encadrement siègent sur un Comité de suivi mis sur pied suite à ce rapport.

| | |
|-------------|--|
| Question 51 | État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2023. |
|-------------|--|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Au 28 février 2023, l'aide juridique a des bureaux dans quatre-vingt-trois (83) villes du Québec, comprenant cent-cinq unités (104) dont quatre-vingt-sept (87) à temps plein et dix-huit (17) à temps partiel. Au début de l'exercice financier, l'expérience moyenne des avocats salariés du réseau était d'environ 13.1 années d'inscription au tableau de l'Ordre.

| | |
|-------------|---|
| Question 52 | Pour 2022-2023, fournir : |
| | <p>a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique;</p> <p>b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ;</p> <p>c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique;</p> <p>d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique;</p> <p>e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.</p> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) En 2022-2023, aucune demande a été transmise au comité administratif de la Commission par les directeurs généraux. L'article 4.3 de la Loi sur l'aide juridique permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'admettre à l'aide juridique quelqu'un qui n'est pas financièrement admissible, en tenant compte de circonstances exceptionnelles et du fait qu'un refus entraînerait pour cette personne un tort irréparable.
- b) Aucun mandat n'a été émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023. Cet article permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'accorder l'aide juridique à une personne qui ne peut, suivant les autres dispositions de la Loi, bénéficier de cette aide, s'il considère que des circonstances exceptionnelles le justifient et que le fait de lui refuser cette aide entraînerait pour cette personne un tort irréparable.
- c) 9 807 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 9o de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi qui met en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistances, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille.
- d) 7 131 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 8o de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi si la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention.
- e) Le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, est de 1 852. L'article 4.11 prévoit qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique peut être refusée ou retirée, selon le cas, lorsque l'affaire ou le recours n'apparaît pas fondé, compte tenu notamment de l'un ou l'autre des facteurs suivants :
- 1) la personne qui demande l'aide ne peut établir la vraisemblance d'un droit;
 - 2) cette affaire ou ce recours a manifestement très peu de chance de succès;
 - 3) les coûts que cette affaire ou ce recours entraînerait, seraient déraisonnables par rapport aux gains ou aux pertes qui pourraient en résulter pour le requérant ou, selon le cas, le bénéficiaire, à moins qu'il ne mette en cause soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille;
 - 4) le jugement ou la décision ne serait probablement pas susceptible d'exécution;
 - 5) la personne qui demande l'aide ou qui en bénéficie refuse, sans motif valable, une proposition raisonnable de règlement de l'affaire;
 - 6) les services pour lesquels cette aide est demandée peuvent être obtenus autrement, notamment par l'intermédiaire d'un autre service gouvernemental ou d'un autre organisme.

| | |
|-------------|--|
| Question 53 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2022-2023 : |
| | a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) **Total des demandes relatives aux jeunes contrevenants selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Total | Acceptées | % | Refusées | % | Non-Statuées | % |
|---------------------------|-------|-----------|-------|----------|------|--------------|-------|
| Abitibi-Témiscamingue | 329 | 310 | 94.2% | 13 | 4.0% | 6 | 1.8% |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 222 | 204 | 91.9% | 13 | 5.9% | 5 | 2.3% |
| Côte-Nord | 90 | 74 | 82.2% | 4 | 4.4% | 12 | 13.3% |
| Estrie | 309 | 302 | 97.7% | 2 | 0.6% | 5 | 1.6% |
| Laurentides-Lanaudière | 645 | 595 | 92.2% | 39 | 6.0% | 11 | 1.7% |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 351 | 316 | 90.0% | 18 | 5.1% | 17 | 4.8% |
| Montréal | 1 529 | 1 482 | 96.9% | 30 | 2.0% | 17 | 1.1% |
| Outaouais | 356 | 355 | 99.7% | 0 | 0.0% | 1 | 0.3% |
| Québec | 477 | 458 | 96.0% | 7 | 1.5% | 12 | 2.5% |
| Rive-Sud | 1 269 | 1 227 | 96.7% | 30 | 2.4% | 12 | 0.9% |
| Saguenay-Lac St-Jean | 223 | 216 | 96.9% | 7 | 3.1% | 0 | 0.0% |
| Total | 5 800 | 5 539 | 95.5% | 163 | 2.8% | 98 | 1.7% |

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants**
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) **Répartition des demandes relatives aux jeunes contrevenants acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Avocats salariés | % | Avocats de la pratique privée | % | Total des demandes acceptées |
|---------------------------|------------------|-------|-------------------------------|-------|------------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 202 | 65.2% | 108 | 34.8% | 310 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 145 | 71.1% | 59 | 28.9% | 204 |
| Côte-Nord | 38 | 51.4% | 36 | 48.6% | 74 |
| Estrie | 182 | 60.3% | 120 | 39.7% | 302 |
| Laurentides-Lanaudière | 386 | 64.9% | 209 | 35.1% | 595 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 199 | 63.0% | 117 | 37.0% | 316 |
| Montréal | 638 | 43.0% | 844 | 57.0% | 1 482 |
| Outaouais | 243 | 68.5% | 112 | 31.5% | 355 |
| Québec | 367 | 80.1% | 91 | 19.9% | 458 |
| Rive-Sud | 791 | 64.5% | 436 | 35.5% | 1 227 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 145 | 67.1% | 71 | 32.9% | 216 |
| Total | 3 336 | 60.2% | 2 203 | 39.8% | 5 539 |

- d) **Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier relatif aux jeunes contrevenants confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 738 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Analyse de l'évolution des demandes du 2022-04-01 au 2022-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

| | | | Application de l'article 4.11 | | | | | | | | | | | Application de l'article 70 | | | | | |
|---------------------------|----------------------------|------------------------------|--|---------------------------------------|---|-------------------|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|---|---|------------|
| | | <u>TOTAL</u> <u>REFUS</u> | <u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u> | <u>Inadmiss.</u> <u>financière</u> | <u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u> | <u>Article 69</u> | <u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u> | <u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u> | <u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u> | <u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u> | <u>Impossible</u> <u>d'exécution</u> | <u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u> | <u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u> | <u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u> | <u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u> | <u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u> | <u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u> | <u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u> | |
| Civil et administratif | | 7,900 | 319 | 1,456 | 113 | 90 | 1,512 | 166 | 475 | 12 | 8 | 3 | 148 | 348 | 3 | 4,194 | 17 | 70 | |
| Familial | | 7,734 | 337 | 2,179 | 0 | 1 | 53 | 35 | 63 | 5 | 1 | 0 | 12 | 158 | 3 | 5,208 | 26 | 73 | |
| Protection de la jeunesse | | 1,976 | 113 | 435 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 75 | 0 | 1,422 | 1 | 15 | |
| Immigration | | 446 | 13 | 58 | 0 | 0 | 9 | 11 | 14 | 0 | 2 | 0 | 0 | 4 | 0 | 351 | 2 | 6 | |
| Homologation | | 241 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 | 1 | 8 | 0 | 13 | 5 | 0 | 21 | 0 | 86 | 0 | 7 | |
| SARPA | | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | <u>Civil</u> | 57.0% | <u>18,298</u> | <u>783</u> | <u>4,132</u> | <u>113</u> | <u>91</u> | <u>1,579</u> | <u>213</u> | <u>565</u> | <u>17</u> | <u>24</u> | <u>8</u> | <u>162</u> | <u>606</u> | <u>6</u> | <u>11,261</u> | <u>46</u> | <u>171</u> |
| | | 100.0% | | 4,3% | 22.6% | 0.6% | 0.5% | 8.6% | 1.2% | 3.1% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.9% | 3.3% | 0.0% | 61.5% | 0.3% | 0.9% |
| Carcéral | | 884 | 38 | 48 | 2 | 0 | 46 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 116 | 0 | 648 | 2 | 7 | |
| Criminel | | 3,291 | 119 | 523 | 8 | 0 | 69 | 5 | 10 | 0 | 1 | 0 | 0 | 39 | 2 | 2,563 | 12 | 22 | |
| Criminel/Jeunesse | | 163 | 4 | 18 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 121 | 1 | 3 | |
| Criminel/Sommaire | | 7,746 | 221 | 1,312 | 19 | 0 | 480 | 12 | 2 | 1 | 8 | 0 | 5 | 103 | 0 | 5,914 | 15 | 48 | |
| Procédures et Divers | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | <u>Criminel</u> | 37.7% | <u>12,086</u> | <u>382</u> | <u>1,903</u> | <u>29</u> | <u>610</u> | <u>20</u> | <u>14</u> | <u>1</u> | <u>9</u> | <u>0</u> | <u>5</u> | <u>263</u> | <u>2</u> | <u>9,246</u> | <u>30</u> | <u>80</u> | |
| | | 100.0% | | 3,2% | 15.7% | 0.2% | 5.0% | 0.2% | 0.1% | 0.0% | 0,1% | 0.0% | 0.0% | 2.2% | 0.0% | 76.5% | 0.2% | 0.7% | |
| Notarial | | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 | |
| | <u>Notarial</u> | 0.4% | <u>124</u> | <u>5</u> | <u>14</u> | <u>0</u> | <u>56</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>1</u> | <u>1</u> | <u>0</u> | <u>59</u> | <u>0</u> | <u>1</u> | |
| | | 100.0% | | 4,0% | 11.3% | 0.0% | 45.2% | 0.0% | 0.0% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.8% | 0.8% | 0.0% | 47.6% | 0.0% | 0.8% | |
| Données Incomplètes | | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 | |
| | <u>Données incomplètes</u> | 4.9% | <u>1,571</u> | <u>7</u> | <u>104</u> | <u>3</u> | <u>37</u> | <u>2</u> | <u>1</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>3</u> | <u>29</u> | <u>1</u> | <u>1,368</u> | <u>3</u> | <u>12</u> | |
| | | 100.0% | | 0,4% | 6.6% | 0.2% | 2.4% | 0.1% | 0.1% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.2% | 1.8% | 0.1% | 87.1% | 0.2% | 0.8% | |
| <u>Grand Total</u> | 100.0% | <u>32,079</u> | <u>1 177</u> | <u>6,153</u> | <u>145</u> | <u>93</u> | <u>2,282</u> | <u>235</u> | <u>580</u> | <u>18</u> | <u>33</u> | <u>8</u> | <u>171</u> | <u>899</u> | <u>9</u> | <u>21,934</u> | <u>79</u> | <u>264</u> | |
| | | 100.0% | | 3,7% | 19.2% | 0.5% | 7.1% | 0.7% | 1.8% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.5% | 2.8% | 0.0% | 68.4% | 0.2% | 0.8% | |

| | |
|-------------|---|
| Question 54 | Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2022-2023 : |
| | a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; |
| | b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; |
| | c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; |
| | d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) **Total des demandes en immigration, incluant les réfugiés politiques selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Total | Acceptées | % | Refusées | % | Non-Statuées | % |
|----------------------------|-------|-----------|--------|----------|--------|--------------|--------|
| Abitibi-Témiscamingue | 1 | 0 | 0.0% | 1 | 100.0% | 0 | 0.0% |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 10 | 5 | 50.0% | 5 | 50.0% | 0 | 0.0% |
| Côte-Nord | 3 | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% | 3 | 100.0% |
| Estrie | 77 | 59 | 76.6% | 15 | 19.5% | 3 | 3.9% |
| Laurentides-Lanaudière | 15 | 6 | 40.0% | 8 | 53.3% | 1 | 6.7% |
| Mauricie-Centre -du-Québec | 32 | 16 | 50.0% | 16 | 50.0% | 0 | 0.0% |
| Montréal | 6 556 | 5 904 | 90.1% | 380 | 5.8% | 272 | 4.1% |
| Outaouais | 57 | 54 | 94.7% | 3 | 5.3% | 0 | 0.0% |
| Québec | 60 | 49 | 81.7% | 10 | 16.7% | 1 | 1.7% |
| Rive-Sud | 21 | 13 | 61.9% | 8 | 38.1% | 0 | 0.0% |
| Saguenay-Lac St-Jean | 2 | 2 | 100.0% | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% |
| Total | 6 834 | 6 108 | 89.4% | 446 | 6.5% | 280 | 4.1% |

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers d'immigration (incluant réfugiés politiques)**
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) **Répartition des demandes en immigration acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - volet contributif et volet gratuit

| Régions | Avocats salariés | % | Avocats de la pratique privée | % | Total des demandes acceptées |
|----------------------------|------------------|-------|-------------------------------|--------|------------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% | 0 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 3 | 60.0% | 2 | 40.0% | 5 |
| Côte-Nord | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% | 0 |
| Estrie | 10 | 16.9% | 49 | 83.1% | 59 |
| Laurentides-Lanaudière | 0 | 0.0% | 6 | 100.0% | 6 |
| Mauricie-Centre -du-Québec | 6 | 37.5% | 10 | 62.5% | 16 |
| Montréal | 929 | 15.7% | 4 975 | 84.3% | 5 904 |
| Outaouais | 0 | 0.0% | 54 | 100.0% | 54 |
| Québec | 1 | 2.0% | 48 | 98.0% | 49 |
| Rive-Sud | 0 | 0.0% | 13 | 100.0% | 13 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 0 | 0.0% | 2 | 100.0% | 2 |
| Total | 949 | 15.5% | 5 159 | 84.5% | 6 108 |

- d) **Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 832 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Analyse de l'évolution des demandes du 2022-04-01 au 2022-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

| | | | Application de l'article 4.11 | | | | | | | | | | | Application de l'article 70 | | | | | |
|---------------------------|----------------------------|------------------------------|--|---------------------------------------|---|-------------------|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|---|---|------------|
| | | <u>TOTAL</u> <u>REFUS</u> | <u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u> | <u>Inadmiss.</u> <u>financière</u> | <u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u> | <u>Article 69</u> | <u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u> | <u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u> | <u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u> | <u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u> | <u>Impossible</u> <u>d'exécution</u> | <u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u> | <u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u> | <u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u> | <u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u> | <u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u> | <u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u> | <u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u> | |
| Civil et administratif | | 7,900 | 319 | 1,456 | 113 | 90 | 1,512 | 166 | 475 | 12 | 8 | 3 | 148 | 348 | 3 | 4,194 | 17 | 70 | |
| Familial | | 7,734 | 337 | 2,179 | 0 | 1 | 53 | 35 | 63 | 5 | 1 | 0 | 12 | 158 | 3 | 5,208 | 26 | 73 | |
| Protection de la jeunesse | | 1,976 | 113 | 435 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 75 | 0 | 1,422 | 1 | 15 | |
| Immigration | | 446 | 13 | 58 | 0 | 0 | 9 | 11 | 14 | 0 | 2 | 0 | 0 | 4 | 0 | 351 | 2 | 6 | |
| Homologation | | 241 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 | 1 | 8 | 0 | 13 | 5 | 0 | 21 | 0 | 86 | 0 | 7 | |
| SARPA | | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | <u>Civil</u> | 57.0% | <u>18,298</u> | <u>783</u> | <u>4,132</u> | <u>113</u> | <u>91</u> | <u>1,579</u> | <u>213</u> | <u>565</u> | <u>17</u> | <u>24</u> | <u>8</u> | <u>162</u> | <u>606</u> | <u>6</u> | <u>11,261</u> | <u>46</u> | <u>171</u> |
| | | 100.0% | | 4,3% | 22.6% | 0.6% | 0.5% | 8.6% | 1.2% | 3.1% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.9% | 3.3% | 0.0% | 61.5% | 0.3% | 0.9% |
| Carcéral | | 884 | 38 | 48 | 2 | 0 | 46 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 116 | 0 | 648 | 2 | 7 | |
| Criminel | | 3,291 | 119 | 523 | 8 | 0 | 69 | 5 | 10 | 0 | 1 | 0 | 0 | 39 | 2 | 2,563 | 12 | 22 | |
| Criminel/Jeunesse | | 163 | 4 | 18 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 121 | 1 | 3 | |
| Criminel/Sommaire | | 7,746 | 221 | 1,312 | 19 | 0 | 480 | 12 | 2 | 1 | 8 | 0 | 5 | 103 | 0 | 5,914 | 15 | 48 | |
| Procédures et Divers | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | <u>Criminel</u> | 37.7% | <u>12,086</u> | <u>382</u> | <u>1,903</u> | <u>29</u> | <u>610</u> | <u>20</u> | <u>14</u> | <u>1</u> | <u>9</u> | <u>0</u> | <u>5</u> | <u>263</u> | <u>2</u> | <u>9,246</u> | <u>30</u> | <u>80</u> | |
| | | 100.0% | | 3,2% | 15.7% | 0.2% | 5.0% | 0.2% | 0.1% | 0.0% | 0,1% | 0.0% | 0.0% | 2.2% | 0.0% | 76.5% | 0.2% | 0.7% | |
| Notarial | | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 | |
| | <u>Notarial</u> | 0.4% | <u>124</u> | <u>5</u> | <u>14</u> | <u>0</u> | <u>56</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>1</u> | <u>1</u> | <u>0</u> | <u>59</u> | <u>0</u> | <u>1</u> | |
| | | 100.0% | | 4,0% | 11.3% | 0.0% | 45.2% | 0.0% | 0.0% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.8% | 0.8% | 0.0% | 47.6% | 0.0% | 0.8% | |
| Données Incomplètes | | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 | |
| | <u>Données incomplètes</u> | 4.9% | <u>1,571</u> | <u>7</u> | <u>104</u> | <u>3</u> | <u>37</u> | <u>2</u> | <u>1</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>3</u> | <u>29</u> | <u>1</u> | <u>1,368</u> | <u>3</u> | <u>12</u> | |
| | | 100.0% | | 0,4% | 6.6% | 0.2% | 2.4% | 0.1% | 0.1% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.2% | 1.8% | 0.1% | 87.1% | 0.2% | 0.8% | |
| <u>Grand Total</u> | 100.0% | <u>32,079</u> | <u>1 177</u> | <u>6,153</u> | <u>145</u> | <u>93</u> | <u>2,282</u> | <u>235</u> | <u>580</u> | <u>18</u> | <u>33</u> | <u>8</u> | <u>171</u> | <u>899</u> | <u>9</u> | <u>21,934</u> | <u>79</u> | <u>264</u> | |
| | | 100.0% | | 3,7% | 19.2% | 0.5% | 7.1% | 0.7% | 1.8% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.5% | 2.8% | 0.0% | 68.4% | 0.2% | 0.8% | |

| | |
|-------------|---|
| Question 55 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2022-2023 : |
| | a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; |
| | b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; |
| | c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; |
| | d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Nombre total des demandes en droit carcéral selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Total | Acceptées | % | Refusées | % | Non-Statuées | % |
|---------------------------|-------|-----------|-------|----------|-------|--------------|-------|
| Abitibi-Témiscamingue | 249 | 211 | 84.7% | 13 | 5.2% | 25 | 10.0% |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 71 | 57 | 80.3% | 12 | 16.9% | 2 | 2.8% |
| Côte-Nord | 118 | 90 | 76.3% | 13 | 11.0% | 15 | 12.7% |
| Estrie | 169 | 156 | 92.3% | 13 | 7.7% | 0 | 0.0% |
| Laurentides-Lanaudière | 1 231 | 1 009 | 82.0% | 215 | 17.5% | 7 | 0.6% |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 305 | 237 | 77.7% | 59 | 19.3% | 9 | 3.0% |
| Montréal | 1 618 | 1 219 | 75.3% | 372 | 23.0% | 27 | 1.7% |
| Outaouais | 235 | 190 | 80.9% | 5 | 2.1% | 40 | 17.0% |
| Québec | 843 | 717 | 85.1% | 97 | 11.5% | 29 | 3.4% |
| Rive-Sud | 424 | 349 | 82.3% | 75 | 17.7% | 0 | 0.0% |
| Saguenay-Lac St-Jean | 102 | 88 | 86.3% | 10 | 9.8% | 4 | 3.9% |
| Total | 5 365 | 4 323 | 80.6% | 884 | 16.5% | 158 | 2.9% |

- b) Répartition des motifs de refus en droit carcéral
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) Répartition des demandes en droit carcéral acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Avocats salariés | % | Avocats de la pratique privée | % | Total des demandes acceptées |
|---------------------------|------------------|-------|-------------------------------|--------|------------------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 13 | 6.2% | 198 | 93.8% | 211 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 16 | 28.1% | 41 | 71.9% | 57 |
| Côte-Nord | 21 | 23.3% | 69 | 76.7% | 90 |
| Estrie | 4 | 2.6% | 152 | 97.4% | 156 |
| Laurentides-Lanaudière | 1 | 0.1% | 1 008 | 99.9% | 1 009 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 22 | 9.3% | 215 | 90.7% | 237 |
| Montréal | 85 | 7.0% | 1 134 | 93.0% | 1 219 |
| Outaouais | 1 | 0.5% | 189 | 99.5% | 190 |
| Québec | 0 | 0.0% | 717 | 100.0% | 717 |
| Rive-Sud | 2 | 0.6% | 347 | 99.4% | 349 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 12 | 13.6% | 76 | 86.4% | 88 |
| Total | 177 | 4.1% | 4 146 | 95.9% | 4 323 |

- d) Coût moyen

Le coût moyen d'un dossier en droit carcéral confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 est de 340 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Analyse de l'évolution des demandes du 2022-04-01 au 2022-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

| | | | Application de l'article 4.11 | | | | | | | | | | | Application de l'article 70 | | | | | | |
|---------------------------|----------------------------|------------------------------|--|---------------------------------------|---|-------------------|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|---|---|------|-----|
| | | <u>TOTAL</u> <u>REFUS</u> | <u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u> | <u>Inadmiss.</u> <u>financière</u> | <u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u> | <u>Article 69</u> | <u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u> | <u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u> | <u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u> | <u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u> | <u>Impossible</u> <u>d'exécution</u> | <u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u> | <u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u> | <u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u> | <u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u> | <u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u> | <u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u> | <u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u> | | |
| Civil et administratif | | | 7,900 | 319 | 1,456 | 113 | 90 | 1,512 | 166 | 475 | 12 | 8 | 3 | 148 | 348 | 3 | 4,194 | 17 | 70 | |
| Familial | | | 7,734 | 337 | 2,179 | 0 | 1 | 53 | 35 | 63 | 5 | 1 | 0 | 12 | 158 | 3 | 5,208 | 26 | 73 | |
| Protection de la jeunesse | | | 1,976 | 113 | 435 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 75 | 0 | 1,422 | 1 | 15 | |
| Immigration | | | 446 | 13 | 58 | 0 | 0 | 9 | 11 | 14 | 0 | 2 | 0 | 0 | 4 | 0 | 351 | 2 | 6 | |
| Homologation | | | 241 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 | 1 | 8 | 0 | 13 | 5 | 0 | 21 | 0 | 86 | 0 | 7 | |
| SARPA | | | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | <u>Civil</u> | 57.0% | 18,298 | 783 | 4,132 | 113 | 91 | 1,579 | 213 | 565 | 17 | 24 | 8 | 162 | 606 | 6 | 11,261 | 46 | 171 | |
| | | 100.0% | | 4,3% | 22.6% | 0.6% | 0.5% | 8.6% | 1.2% | 3.1% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.9% | 3.3% | 0.0% | 61.5% | 0.3% | 0.9% | |
| Carcéral | | | 884 | 38 | 48 | 2 | 0 | 46 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 116 | 0 | 648 | 2 | 7 | |
| Criminel | | | 3,291 | 119 | 523 | 8 | 0 | 69 | 5 | 10 | 0 | 1 | 0 | 0 | 39 | 2 | 2,563 | 12 | 22 | |
| Criminel/Jeunesse | | | 163 | 4 | 18 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 121 | 1 | 3 | |
| Criminel/Sommaire | | | 7,746 | 221 | 1,312 | 19 | 0 | 480 | 12 | 2 | 1 | 8 | 0 | 5 | 103 | 0 | 5,914 | 15 | 48 | |
| Procédures et Divers | | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | <u>Criminel</u> | 37.7% | 12,086 | 382 | 1,903 | 29 | 0 | 610 | 20 | 14 | 1 | 9 | 0 | 5 | 263 | 2 | 9,246 | 30 | 80 | |
| | | 100.0% | | 3,2% | 15.7% | 0.2% | 0.0% | 5.0% | 0.2% | 0.1% | 0.0% | 0,1% | 0.0% | 0.0% | 2.2% | 0.0% | 76.5% | 0.2% | 0.7% | |
| Notarial | | | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 | |
| | <u>Notarial</u> | 0.4% | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 | |
| | | 100.0% | | 4,0% | 11.3% | 0.0% | 0.0% | 45.2% | 0.0% | 0.0% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.8% | 0.8% | 0.0% | 47.6% | 0.0% | 0.8% | |
| Données Incomplètes | | | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 | |
| | <u>Données incomplètes</u> | 4.9% | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 | |
| | | 100.0% | | 0,4% | 6.6% | 0.2% | 0.1% | 2.4% | 0.1% | 0.1% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.2% | 1.8% | 0.1% | 87.1% | 0.2% | 0.8% | |
| <u>Grand Total</u> | | | 100.0% | 32,079 | 1 177 | 6,153 | 145 | 93 | 2,282 | 235 | 580 | 18 | 33 | 8 | 171 | 899 | 9 | 21,934 | 79 | 264 |
| | | 100.0% | | 3,7% | 19.2% | 0.5% | 0.3% | 7.1% | 0.7% | 1.8% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.5% | 2.8% | 0.0% | 68.4% | 0.2% | 0,8% | |

Question 56

- Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2022-2023 :
- a. Description détaillée de chacune des étapes du procès;
 - b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales;
 - c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
 - d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
 - e. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
 - f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Le tarif d'honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique a été négocié par le Ministre de la justice et le Barreau du Québec. Il a été publié à la Gazette Officielle du Québec du 9 décembre 2020 aux pages 5032 et suivantes. Ce tarif prévoit, pour les infractions poursuivies par acte d'accusation, une rémunération forfaitaire pour l'ensemble des services incluant la comparution, la préparation de l'enquête préliminaire et la tenue de l'enquête préliminaire ainsi que la renonciation à cette enquête, la communication de la preuve, la préparation du procès et le procès de même que les représentations sur sentence à laquelle s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles d'enquête préliminaire, s'il y a lieu, et de procès. Un honoraire additionnel est prévu pour la tenue de l'enquête sur cautionnement seulement pour les infractions poursuivies par acte d'accusation si la poursuite s'objecte à la remise en liberté et qu'une enquête est effectivement tenue.

Pour les poursuites par voie de déclaration sommaire, un tarif est prévu pour l'ensemble des services auquel s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles de procès. L'ensemble des services comprend la comparution, l'enquête sur cautionnement s'il y a lieu, la préparation du procès, le procès et les représentations sur sentence.

Quant aux actes criminels relevant de la juridiction exclusive de la Cour Supérieure (Article 469 du Code Criminel), les montants sont toujours attribués et payés pour chaque étape et/ou procédure telles que décrites aux articles 28 à 36 du tarif.

Le tarif d'aide juridique comporte principalement deux modes de rémunération, soit un tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et par étape en matière civile.

- b) Répartition des montants payés aux avocats de la pratique privée concernant les mandats en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants) par région

Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Montants payés | % |
|---------------------------------------|----------------|--------|
| Abitibi-Témiscamingue | 2 028 378 | 11.7% |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 436 483 | 2.5% |
| Côte-Nord | 524 203 | 3.0% |
| Estrie | 1 042 900 | 6.0% |
| Laurentides-Lanaudière | 1 619 773 | 9.4% |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 856 182 | 5.0% |
| Montréal | 5 142 009 | 29.8% |
| Outaouais | 896 108 | 5.2% |
| Québec | 1 827 471 | 10.6% |
| Rive-Sud | 1 975 579 | 11.4% |
| Saguenay-Lac St-Jean | 915 424 | 5.3% |
| Total des honoraires et des déboursés | 17 264 510 \$ | 100.0% |

| | |
|--------------------|-------|
| Question 56 | Suite |
|--------------------|-------|

- c) Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)
Poursuites par voie de déclaration sommaire
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Total des demandes | Pratique privée | | Salariés | | Coût moyen pratique privée (1) |
|--------------------------|-----------------|---------------------------------|-----------|---------------------------------|--------------------------------------|
| | acceptées | attestations conditionnelles | acceptées | attestations conditionnelles | |
| c) | e) | | | | f) |
| 35 314 | 13 381 | 0 | 11 941 | 1 046 | 497 \$ |

- Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)
Infractions poursuivies par acte d'accusation
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Total des demandes | Pratique privée | | Salariés | | Coût moyen pratique privée (1) |
|--------------------------|-----------------|---------------------------------|-----------|---------------------------------|--------------------------------------|
| | acceptées | attestations conditionnelles | acceptées | attestations conditionnelles | |
| c) | e) | | | | f) |
| 21 568 | 10 756 | 0 | 6 321 | 549 | 1 197 \$ |

(1) Coût moyen d'un dossier en droit criminel et pénal confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- d) Répartition des motifs de refus en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral)
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.



MOTIFS de REFUS

| | | Application de l'article 4.11 | | | | | | | | | | | | Application de l'article 70 | | | | |
|----------------------------|--------|-------------------------------|--|---------------------------------------|---|-------------------|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|---|---|
| | | <u>TOTAL</u> <u>REFUS</u> | <u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u> | <u>Inadmiss.</u> <u>financière</u> | <u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u> | <u>Article 69</u> | <u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u> | <u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u> | <u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u> | <u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u> | <u>Impossible</u> <u>d'exécution</u> | <u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u> | <u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u> | <u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u> | <u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u> | <u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u> | <u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u> | <u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u> |
| Civil et administratif | | 7,900 | 319 | 1,456 | 113 | 90 | 1,512 | 166 | 475 | 12 | 8 | 3 | 148 | 348 | 3 | 4,194 | 17 | 70 |
| Familial | | 7,734 | 337 | 2,179 | 0 | 1 | 53 | 35 | 63 | 5 | 1 | 0 | 12 | 158 | 3 | 5,208 | 26 | 73 |
| Protection de la jeunesse | | 1,976 | 113 | 435 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 75 | 0 | 1,422 | 1 | 15 |
| Immigration | | 446 | 13 | 58 | 0 | 0 | 9 | 11 | 14 | 0 | 2 | 0 | 0 | 4 | 0 | 351 | 2 | 6 |
| Homologation | | 241 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 | 1 | 8 | 0 | 13 | 5 | 0 | 21 | 0 | 86 | 0 | 7 |
| SARPA | | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <u>Civil</u> | 57.0% | 18,298 | 783 | 4,132 | 113 | 91 | 1,579 | 213 | 565 | 17 | 24 | 8 | 162 | 606 | 6 | 11,261 | 46 | 171 |
| | 100.0% | | 4,3% | 22.6% | 0.6% | 0.5% | 8.6% | 1.2% | 3.1% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.9% | 3.3% | 0.0% | 61.5% | 0.3% | 0.9% |
| Carcéral | | 884 | 38 | 48 | 2 | 0 | 46 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 116 | 0 | 648 | 2 | 7 |
| Criminel | | 3,291 | 119 | 523 | 8 | 0 | 69 | 5 | 10 | 0 | 1 | 0 | 0 | 39 | 2 | 2,563 | 12 | 22 |
| Criminel/Jeunesse | | 163 | 4 | 18 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 121 | 1 | 3 |
| Criminel/Sommaire | | 7,746 | 221 | 1,312 | 19 | 0 | 480 | 12 | 2 | 1 | 8 | 0 | 5 | 103 | 0 | 5,914 | 15 | 48 |
| Procédures et Divers | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <u>Criminel</u> | 37.7% | 12,086 | 382 | 1,903 | 29 | 0 | 610 | 20 | 14 | 1 | 9 | 0 | 5 | 263 | 2 | 9,246 | 30 | 80 |
| | 100.0% | | 3,2% | 15.7% | 0.2% | 0.0% | 5.0% | 0.2% | 0.1% | 0.0% | 0,1% | 0.0% | 0.0% | 2.2% | 0.0% | 76.5% | 0.2% | 0.7% |
| Notarial | | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 |
| <u>Notarial</u> | 0.4% | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 |
| | 100.0% | | 4,0% | 11.3% | 0.0% | 0.0% | 45.2% | 0.0% | 0.0% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.8% | 0.8% | 0.0% | 47.6% | 0.0% | 0.8% |
| Données Incomplètes | | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 |
| <u>Données incomplètes</u> | 4.9% | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 |
| | 100.0% | | 0,4% | 6.6% | 0.2% | 0.1% | 2.4% | 0.1% | 0.1% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.2% | 1.8% | 0.1% | 87.1% | 0.2% | 0.8% |
| <u>Grand Total</u> | 100.0% | 32,079 | 1 177 | 6,153 | 145 | 93 | 2,282 | 235 | 580 | 18 | 33 | 8 | 171 | 899 | 9 | 21,934 | 79 | 264 |
| | 100.0% | | 3,7% | 19.2% | 0.5% | 0.3% | 7.1% | 0.7% | 1.8% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.5% | 2.8% | 0.0% | 68.4% | 0.2% | 0.8% |

| | |
|--------------------|---|
| Question 57 | Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2022-2023 : |
| | a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; |
| | b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; |
| | c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; |
| | d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Nature | Total des demandes | Acceptées | | Coût moyen pratique privée (1) |
|------------------------------|--------------------------|--------------------|----------|--------------------------------------|
| | | pratique privée | salariés | |
| | | a) | c) | |
| Droit civil et administratif | 26 194 | 4 781 | 13 157 | 538 \$ |

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil et administratif confié et payé aux avocats de pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- b) Répartition des motifs de refus
Pour les demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)
Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.



Consolide des 11 regions

Lecture 6 février 2023

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

| | | | Application de l'article 4.11 | | | | | | | | | | | Application de l'article 70 | | | | | |
|---------------------------|----------------------------|--------|-------------------------------|--|---------------------------------------|---|-------------------|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|--|---|
| | | | <u>TOTAL</u> <u>REFUS</u> | <u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u> | <u>Inadmiss.</u> <u>financière</u> | <u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u> | <u>Article 69</u> | <u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u> | <u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u> | <u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u> | <u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u> | <u>Impossible</u> <u>d'exécution</u> | <u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u> | <u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u> | <u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u> | <u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u> | <u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u> | <u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u> | <u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u> |
| Civil et administratif | | | 7,900 | 319 | 1,456 | 113 | 90 | 1,512 | 166 | 475 | 12 | 8 | 3 | 148 | 348 | 3 | 4,194 | 17 | 70 |
| Familial | | | 7,734 | 337 | 2,179 | 0 | 1 | 53 | 35 | 63 | 5 | 1 | 0 | 12 | 158 | 3 | 5,208 | 26 | 73 |
| Protection de la jeunesse | | | 1,976 | 113 | 435 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 75 | 0 | 1,422 | 1 | 15 | |
| Immigration | | | 446 | 13 | 58 | 0 | 0 | 9 | 11 | 14 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 351 | 2 | 6 | |
| Homologation | | | 241 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 | 1 | 8 | 0 | 13 | 5 | 0 | 21 | 0 | 86 | 0 | 7 |
| SARPA | | | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | <u>Civil</u> | 57.0% | 18,298 | 783 | 4,132 | 113 | 91 | 1,579 | 213 | 565 | 17 | 24 | 8 | 162 | 606 | 6 | 11,261 | 46 | 171 |
| | | 100.0% | | 4,3% | 22.6% | 0.6% | 0.5% | 8.6% | 1.2% | 3.1% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.9% | 3.3% | 0.0% | 61.5% | 0.3% | 0.9% |
| Carcéral | | | 884 | 38 | 48 | 2 | 0 | 46 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 116 | 0 | 648 | 2 | 7 | |
| Criminel | | | 3,291 | 119 | 523 | 8 | 0 | 69 | 5 | 10 | 0 | 1 | 0 | 39 | 2 | 2,563 | 12 | 22 | |
| Criminel/Jeunesse | | | 163 | 4 | 18 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 121 | 1 | 3 | |
| Criminel/Sommaire | | | 7,746 | 221 | 1,312 | 19 | 0 | 480 | 12 | 2 | 1 | 8 | 0 | 5 | 103 | 0 | 5,914 | 15 | 48 |
| Procédures et Divers | | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | <u>Criminel</u> | 37.7% | 12,086 | 382 | 1,903 | 29 | 0 | 610 | 20 | 14 | 1 | 9 | 0 | 5 | 263 | 2 | 9,246 | 30 | 80 |
| | | 100.0% | | 3,2% | 15.7% | 0.2% | 0.0% | 5.0% | 0.2% | 0.1% | 0.0% | 0,1% | 0.0% | 0.0% | 2.2% | 0.0% | 76.5% | 0.2% | 0.7% |
| Notarial | | | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 |
| | <u>Notarial</u> | 0.4% | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 |
| | | 100.0% | | 4,0% | 11.3% | 0.0% | 0.0% | 45.2% | 0.0% | 0.0% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.8% | 0.8% | 0.0% | 47.6% | 0.0% | 0.8% |
| Données Incomplètes | | | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 |
| | <u>Données incomplètes</u> | 4.9% | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 |
| | | 100.0% | | 0,4% | 6.6% | 0.2% | 0.1% | 2.4% | 0.1% | 0.1% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.2% | 1.8% | 0.1% | 87.1% | 0.2% | 0.8% |
| <u>Grand Total</u> | | 100.0% | 32,079 | 1 177 | 6,153 | 145 | 93 | 2,282 | 235 | 580 | 18 | 33 | 8 | 171 | 899 | 9 | 21,934 | 79 | 264 |
| | | 100.0% | | 3,7% | 19.2% | 0.5% | 0.3% | 7.1% | 0.7% | 1.8% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.5% | 2.8% | 0.0% | 68.4% | 0.2% | 0,8% |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| Question 58 | <p>Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2022-2023 :</p> <p>a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;</p> <p>b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;</p> <p>c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;</p> <p>d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.</p> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Demandes relatives au droit civil
Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Nature | Total des demandes | Acceptées | | Coût moyen pratique privée (1) |
|------------------------|--------------------------|--------------------|----------|--------------------------------------|
| | | pratique privée | salariés | |
| | a) | c) | | d) |
| Changement de nom | 75 | 7 | 29 | 890 \$ |
| Succession (2) | 901 | 123 | 350 | 287 \$ |
| Services notariaux (3) | 294 | 166 | 0 | 405 \$ |
| Logement | 6 133 | 1 259 | 2 677 | 437 \$ |

- (1) Coût moyen d'un dossier en droit civil confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.
- (2) Incluant les dossiers relatifs au testament.
- (3) Incluant les dossiers de successions assumés par les notaires.

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------------|--|
| <div>Q_{uestion} 59</div> | <div>Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2022-2023 :</div> <div>a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;</div> <div>b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;</div> <div>c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;</div> <div>d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.</div> |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Dossiers relatifs au droit matrimonial et familial
- Du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

| Nature | Total des demandes | Acceptées | | Coût moyen pratique privée (1) |
|--------------------------------------|--------------------------|--------------------|----------|--------------------------------------|
| | | pratique privée | salariés | |
| | a) | c) | | d) |
| Droit matrimonial et familial (2) | 56 303 | 22 643 | 22 970 | 1 052 \$ |

(1) Coût moyen d'un dossier en droit matrimonial et familial confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

(2) Incluant la protection de la jeunesse.

- b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial
- Du 1er avril 2022 au 31 décembre 2022 - Volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.



MOTIFS de REFUS

| | | | Application de l'article 4.11 | | | | | | | | | | | | Application de l'article 70 | | | | |
|---------------------------------|--|--|-------------------------------|--|---------------------------------------|---|-------------------|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|---|---|
| | | | <u>TOTAL</u> <u>REFUS</u> | <u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u> | <u>Inadmiss.</u> <u>financière</u> | <u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u> | <u>Article 69</u> | <u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u> | <u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u> | <u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u> | <u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u> | <u>Impossible</u> <u>d'exécution</u> | <u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u> | <u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u> | <u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u> | <u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u> | <u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u> | <u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexacts</u> | <u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u> |
| Civil et administratif | | | 7,900 | 319 | 1,456 | 113 | 90 | 1,512 | 166 | 475 | 12 | 8 | 3 | 148 | 348 | 3 | 4,194 | 17 | 70 |
| Familial | | | 7,734 | 337 | 2,179 | 0 | 1 | 53 | 35 | 63 | 5 | 1 | 0 | 12 | 158 | 3 | 5,208 | 26 | 73 |
| Protection de la jeunesse | | | 1,976 | 113 | 435 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 75 | 0 | 1,422 | 1 | 15 |
| Immigration | | | 446 | 13 | 58 | 0 | 0 | 9 | 11 | 14 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 351 | 2 | 6 | |
| Homologation | | | 241 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 | 1 | 8 | 0 | 13 | 5 | 0 | 21 | 0 | 86 | 0 | 7 |
| SARPA | | | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <u>Civil</u> 57.0% | | | <u>18,298</u> | <u>783</u> | <u>4,132</u> | <u>113</u> | <u>91</u> | <u>1,579</u> | <u>213</u> | <u>565</u> | <u>17</u> | <u>24</u> | <u>8</u> | <u>162</u> | <u>606</u> | <u>6</u> | <u>11,261</u> | <u>46</u> | <u>171</u> |
| | | | 100.0% | 4,3% | 22.6% | 0.6% | 0.5% | 8.6% | 1.2% | 3.1% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.9% | 3.3% | 0.0% | 61.5% | 0.3% | 0.9% |
| Carcéral | | | 884 | 38 | 48 | 2 | 0 | 46 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 116 | 0 | 648 | 2 | 7 | |
| Criminel | | | 3,291 | 119 | 523 | 8 | 0 | 69 | 5 | 10 | 0 | 1 | 0 | 39 | 2 | 2,563 | 12 | 22 | |
| Criminel/Jeunesse | | | 163 | 4 | 18 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 121 | 1 | 3 | |
| Criminel/Sommaire | | | 7,746 | 221 | 1,312 | 19 | 0 | 480 | 12 | 2 | 1 | 8 | 0 | 5 | 103 | 0 | 5,914 | 15 | 48 |
| Procédures et Divers | | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <u>Criminel</u> 37.7% | | | <u>12,086</u> | <u>382</u> | <u>1,903</u> | <u>29</u> | <u>0</u> | <u>610</u> | <u>20</u> | <u>14</u> | <u>1</u> | <u>9</u> | <u>0</u> | <u>5</u> | <u>263</u> | <u>2</u> | <u>9,246</u> | <u>30</u> | <u>80</u> |
| | | | 100.0% | 3,2% | 15.7% | 0.2% | 0.0% | 5.0% | 0.2% | 0.1% | 0.0% | 0,1% | 0.0% | 0.0% | 2.2% | 0.0% | 76.5% | 0.2% | 0.7% |
| Notarial | | | 124 | 5 | 14 | 0 | 0 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 59 | 0 | 1 |
| <u>Notarial</u> 0.4% | | | <u>124</u> | <u>5</u> | <u>14</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>56</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>1</u> | <u>1</u> | <u>0</u> | <u>59</u> | <u>0</u> | <u>1</u> | |
| | | | 100.0% | 4,0% | 11.3% | 0.0% | 0.0% | 45.2% | 0.0% | 0.0% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.8% | 0.8% | 0.0% | 47.6% | 0.0% | 0.8% |
| Données Incomplètes | | | 1,571 | 7 | 104 | 3 | 2 | 37 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 29 | 1 | 1,368 | 3 | 12 |
| <u>Données incomplètes</u> 4.9% | | | <u>1,571</u> | <u>7</u> | <u>104</u> | <u>3</u> | <u>2</u> | <u>37</u> | <u>2</u> | <u>1</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>3</u> | <u>29</u> | <u>1</u> | <u>1,368</u> | <u>3</u> | <u>12</u> |
| | | | 100.0% | 0,4% | 6.6% | 0.2% | 0.1% | 2.4% | 0.1% | 0.1% | 0.0% | 0,0% | 0.0% | 0.2% | 1.8% | 0.1% | 87.1% | 0.2% | 0.8% |
| <u>Grand Total</u> 100.0% | | | <u>32,079</u> | <u>1 177</u> | <u>6,153</u> | <u>145</u> | <u>93</u> | <u>2,282</u> | <u>235</u> | <u>580</u> | <u>18</u> | <u>33</u> | <u>8</u> | <u>171</u> | <u>899</u> | <u>9</u> | <u>21,934</u> | <u>79</u> | <u>264</u> |
| | | | 100.0% | 3,7% | 19.2% | 0.5% | 0.3% | 7.1% | 0.7% | 1.8% | 0.1% | 0,1% | 0.0% | 0.5% | 2.8% | 0.0% | 68.4% | 0.2% | 0.8% |

| | |
|--------------------|---|
| Question 60 | Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2022-2023. |
|--------------------|---|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Civil | % | Criminel | % | Total |
|-------------------------------|------------------|--------------|----------------|--------------|------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 32 478 | 53.7% | 27 978 | 46.3% | 60 456 |
| Bas St-Laurent- Gaspésie | 75 733 | 82.0% | 16 674 | 18.0% | 92 407 |
| Côte-Nord | 26 072 | 59.8% | 17 548 | 40.2% | 43 620 |
| Estrie | 130 088 | 92.4% | 10 766 | 7.6% | 140 854 |
| Laurentides-Lanaudière | 146 950 | 90.5% | 15 491 | 9.5% | 162 441 |
| Mauricie-Centre-du- Québec | 108 296 | 86.5% | 16 953 | 13.5% | 125 249 |
| Montréal | 712 993 | 97.9% | 15 512 | 2.1% | 728 505 |
| Outaouais | 153 068 | 92.8% | 11 801 | 7.2% | 164 869 |
| Québec | 107 476 | 57.5% | 79 304 | 42.5% | 186 780 |
| Rive-Sud | 176 544 | 95.5% | 8 312 | 4.5% | 184 856 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 30 308 | 59.8% | 20 402 | 40.2% | 50 710 |
| Total | 1 700 006 | 87.6% | 240 741 | 12.4% | 1 940 747 |

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Civil | % | Criminel | % | Total |
|-------------------------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 40 609 | 26.9% | 110 232 | 73.1% | 150 841 |
| Bas St-Laurent- Gaspésie | 32 468 | 63.6% | 18 550 | 36.4% | 51 018 |
| Côte-Nord | 8 819 | 9.0% | 89 423 | 91.0% | 98 242 |
| Estrie | 66 780 | 55.7% | 53 006 | 44.3% | 119 786 |
| Laurentides-Lanaudière | 180 682 | 55.8% | 143 108 | 44.2% | 323 790 |
| Mauricie-Centre-du- Québec | 74 565 | 37.6% | 123 830 | 62.4% | 198 395 |
| Montréal | 778 082 | 68.4% | 360 116 | 31.6% | 1 138 198 |
| Outaouais | 20 643 | 38.6% | 32 892 | 61.4% | 53 535 |
| Québec | 76 200 | 33.6% | 150 403 | 66.4% | 226 603 |
| Rive-Sud | 257 397 | 53.0% | 228 308 | 47.0% | 485 705 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 12 656 | 52.6% | 11 387 | 47.4% | 24 043 |
| Total | 1 548 901 | 54.0% | 1 321 255 | 46.0% | 2 870 156 |

(1) Incluant les frais d'expertise, excluant le coût pour photocopies et les frais de déplacements.

| Renseignements particuliers | | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|---|-----------------------------|
| Question 61 | Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise. | |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Répartition des frais d'expertise encourus par
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Civil | % | Criminel | % | Total |
|---------------------------|---------|--------|----------|-------|---------|
| Abitibi-Témiscamingue | 10 597 | 32.7% | 21 850 | 67.3% | 32 447 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 15 162 | 67.9% | 7 160 | 32.1% | 22 322 |
| Côte-Nord | 5 488 | 100.0% | 0 | 0.0% | 5 488 |
| Estrie | 56 618 | 87.4% | 8 168 | 12.6% | 64 786 |
| Laurentides-Lanaudière | 138 183 | 90.0% | 15 415 | 10.0% | 153 598 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 60 266 | 80.8% | 14 365 | 19.2% | 74 631 |
| Montréal | 135 486 | 94.9% | 7 325 | 5.1% | 142 811 |
| Outaouais | 137 746 | 95.4% | 6 651 | 4.6% | 144 397 |
| Québec | 39 393 | 45.3% | 47 563 | 54.7% | 86 956 |
| Rive-Sud | 33 826 | 93.2% | 2 450 | 6.8% | 36 276 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 1 210 | 100.0% | 0 | 0.0% | 1 210 |
| Total | 633 975 | 82.9% | 130 947 | 17.1% | 764 922 |

Répartition des frais d'expertise encourus par
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région
Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 - Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Civil | % | Criminel | % | Total |
|---------------------------|---------|-------|----------|--------|---------|
| Abitibi-Témiscamingue | 2 118 | 4.4% | 45 587 | 95.6% | 47 705 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 5 419 | 76.6% | 1 653 | 23.4% | 7 072 |
| Côte-Nord | 1 713 | 3.9% | 41 985 | 96.1% | 43 698 |
| Estrie | 12 381 | 40.7% | 18 045 | 59.3% | 30 426 |
| Laurentides-Lanaudière | 62 246 | 88.8% | 7 875 | 11.2% | 70 121 |
| Mauricie-Centre-du-Québec | 16 562 | 21.5% | 60 638 | 78.5% | 77 200 |
| Montréal | 144 460 | 43.9% | 184 583 | 56.1% | 329 043 |
| Outaouais | 0 | 0.0% | 18 235 | 100.0% | 18 235 |
| Québec | 30 265 | 38.7% | 47 979 | 61.3% | 78 244 |
| Rive-Sud | 99 506 | 67.7% | 47 510 | 32.3% | 147 016 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 2 513 | 41.8% | 3 500 | 58.2% | 6 013 |
| Total | 377 183 | 44.1% | 477 590 | 55.9% | 854 773 |

| | |
|-------------|---|
| Question 62 | Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2022-2023. |
|-------------|---|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| | Résultats probables 2022-2023 (k\$) |
|--|---|
| Transferts provenant du ministère de la Justice | 177 300,9 K\$ |
| Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec | 255,0 K\$ |
| Revenus autonomes estimés | 4 000,0 K\$ |
| Total | 181 555,9 K\$ |

| | |
|--------------------|--|
| Question 63 | Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2023, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux. |
|--------------------|--|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Ventilation détaillée des effectifs pour la Commission
ainsi que pour chacun des bureaux au 28 février 2023

| RÉGIONS | Avocats | Autre personnel | Stagiaires | Total |
|--------------------------------------|-------------|-----------------|------------|-------------|
| ABITIBI - TÉMISCAMINGUE | | | | |
| Administration & Amos | 3,0 | 6,6 | | 9,6 |
| Rouyn-Noranda | 3,0 | 3,0 | | 6,0 |
| Ville-Marie | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Val d'Or | 6,0 | 5,0 | 0,5 | 11,5 |
| La Sarre | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Nord | 3,0 | 2,6 | | 5,6 |
| Kuujuuaq | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Chibougamau | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Paix des Braves | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Projet Nord | 3,0 | 3,0 | | 6,0 |
| Enquête sur mise en liberté | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| | 24,0 | 26,2 | 0,5 | 50,7 |
| BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE | | | | |
| Rimouski | 7,0 | 8,0 | 1,0 | 16,0 |
| New Richmond | 2,0 | 2,7 | | 4,7 |
| Rivière-du-Loup | 3,0 | 5,0 | 1,0 | 9,0 |
| Gaspé | 1,0 | 1,5 | | 2,5 |
| Iles-de-la-Madeleine | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Matane | 2,0 | 2,5 | | 4,5 |
| Chandler | 2,0 | 2,7 | | 4,7 |
| Amqui | 1,0 | 1,5 | | 2,5 |
| Ste-Anne-des-Monts | 1,0 | 1,5 | | 2,5 |
| Cabano | 1,0 | 1,6 | | 2,6 |
| | 21,0 | 28,0 | 2,0 | 51,0 |
| CÔTE-NORD | | | | |
| Sept-Iles | 5,0 | 7,5 | | 12,5 |
| Baie-Comeau | 5,0 | 5,0 | 0,5 | 10,5 |
| Forestville | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| | 11,0 | 13,5 | 0,5 | 25,0 |
| ESTRIE | | | | |
| Sherbrooke (administration et civil) | 8,0 | 15,0 | 0,5 | 23,5 |
| Coaticook | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Thetford Mines | 3,0 | 4,0 | | 7,0 |
| Val-des-Sources | 2,0 | 2,0 | | 4,0 |
| Lac Megantic | 2,0 | 2,0 | | 4,0 |
| Magog | 2,0 | 2,0 | | 4,0 |
| Sherbrooke (jeunesse et criminel) | 9,5 | 9,0 | | 18,5 |
| | 27,5 | 35,0 | 0,5 | 63,0 |

| | |
|--------------------|-------|
| Question 63 | Suite |
|--------------------|-------|

LAURENTIDES-LANAUDIÈRE

| | | | | |
|----------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| St-Jérôme | 18,0 | 17,1 | 1,0 | 36,1 |
| Joliette | 11,0 | 11,3 | 1,0 | 23,3 |
| Mont-Laurier | 2,0 | 2,8 | | 4,8 |
| Ste-Thérèse | 2,0 | 3,6 | | 5,6 |
| Repentigny | 2,0 | 3,9 | | 5,9 |
| Ste-Agathe | 1,0 | 1,6 | | 2,6 |
| Lachute | 1,0 | 1,6 | | 2,6 |
| St-Eustache | 1,0 | 1,7 | | 2,7 |
| Terrebonne | 1,0 | 1,5 | | 2,5 |
| Administration | 2,0 | 5,0 | | 7,0 |
| | 41,0 | 50,1 | 2,0 | 93,1 |

MAURICIE-CENTRE-DU-QC

| | | | | |
|----------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| Trois-Rivières | 11,0 | 12,0 | 0,5 | 23,5 |
| Shawinigan | 6,0 | 6,0 | 0,5 | 12,5 |
| La Tuque | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Drummondville | 6,0 | 8,0 | 0,5 | 14,5 |
| Victoriaville | 4,0 | 5,0 | | 9,0 |
| Administration | 1,0 | 4,0 | | 5,0 |
| | 29,0 | 36,0 | 1,5 | 66,5 |

MONTREAL

| | | | | |
|--------------------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| Laval | 16,0 | 16,0 | 0,5 | 32,5 |
| Centre Sud | 7,0 | 9,0 | 0,5 | 16,5 |
| Div. Jeunesse | 15,0 | 10,0 | 0,5 | 25,5 |
| Division criminelle | 25,0 | 31,0 | 2,0 | 59,0 |
| Maisonnette-Mercier | 8,0 | 10,0 | 0,5 | 18,5 |
| Montréal-Nord | 7,0 | 9,0 | 0,5 | 16,5 |
| Côte-des-Neiges | 6,0 | 8,0 | 0,5 | 14,5 |
| Crémazie | 7,0 | 9,0 | 0,5 | 16,5 |
| Sud-Ouest | 8,0 | 10,0 | 0,5 | 18,5 |
| Administration | 3,0 | 22,0 | | 25,0 |
| Immigration | 9,0 | 14,0 | | 23,0 |
| Pointe-St-Charles | 3,0 | 5,0 | | 8,0 |
| Santé mentale | 5,0 | 3,0 | | 8,0 |
| Service de garde | 9,0 | | | 9,0 |
| Service de garde - Visio | 5,0 | 1,0 | | 6,0 |
| | 133,0 | 157,0 | 6,0 | 296,0 |

OUTAOUAIS

| | | | | |
|-------------------------------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| Gatineau (Civil, famille, jeunesse) | 10,0 | 13,0 | | 23,0 |
| Maniwaki | 2,0 | 2,5 | | 4,5 |
| Campbell's Bay | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Buckingham / St-André | 2,0 | 2,5 | | 4,5 |
| Gatineau | 5,5 | 6,5 | | 12,0 |
| Gatineau - Section criminelle | 7,0 | 7,5 | 0,5 | 15,0 |
| Aylmer | 1,5 | 1,5 | | 3,0 |
| | 29,0 | 34,5 | 0,5 | 64,0 |

| | |
|--------------------|-------|
| Question 63 | Suite |
|--------------------|-------|

QUÉBEC

| | | | | |
|-------------------------|-------------|-------------|------------|--------------|
| Charlesbourg | 6,0 | 9,0 | | 15,0 |
| La Malbaie | 1,0 | 1,4 | | 2,4 |
| Lévis | 3,0 | 4,0 | | 7,0 |
| Montmagny | 2,0 | 2,0 | | 4,0 |
| St-Georges-de-Beauce | 3,0 | 4,0 | | 7,0 |
| St-Joseph-de-Beauce | 2,0 | 2,0 | | 4,0 |
| Qc – Section jeunesse | 10,0 | 7,0 | 1,0 | 18,0 |
| Qc – Section criminelle | 10,5 | 13,1 | 1,0 | 24,6 |
| Centre-ville | 5,0 | 7,0 | | 12,0 |
| Administration | 2,0 | 5,0 | | 7,0 |
| | 44,5 | 54,5 | 2,0 | 101,0 |

RIVE-SUD

| | | | | |
|---------------------------------|-------------|-------------|------------|--------------|
| Longueuil - Administration | 2,0 | 4,5 | | 6,5 |
| Longueuil – Affaires civiles | 9,0 | 12,0 | 1,0 | 22,0 |
| Châteauguay | 2,0 | 3,0 | | 5,0 |
| St-Jean-sur-Richelieu | 4,0 | 4,0 | | 8,0 |
| St-Hyacinthe | 5,0 | 6,0 | | 11,0 |
| Sorel | 3,0 | 4,0 | | 7,0 |
| Granby | 5,0 | 5,0 | | 10,0 |
| Valleyfield | 8,0 | 8,0 | | 16,0 |
| Cowansville | 2,0 | 3,0 | | 5,0 |
| Longueuil – Criminel & Jeunesse | 13,0 | 10,5 | | 23,5 |
| Projet Rebâtir | 16,0 | 5,0 | | 21,0 |
| | 69,0 | 65,0 | 1,0 | 135,0 |

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

| | | | | |
|--------------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| Chicoutimi | 6,0 | 7,0 | | 13,0 |
| Alma | 3,0 | 4,0 | | 7,0 |
| Roberval | 2,0 | 3,0 | | 5,0 |
| Dolbeau-Mistassini | 1,0 | 2,0 | | 3,0 |
| La Baie | 1,0 | 1,0 | | 2,0 |
| Jonquière | 3,0 | 4,0 | | 7,0 |
| Administration | 1,0 | 3,0 | | 4,0 |
| | 17,0 | 24,0 | 0,0 | 41,0 |

| | | | | |
|------------|------|------|--|------|
| COMMISSION | 13,0 | 51,0 | | 64,0 |
|------------|------|------|--|------|

| | | | | |
|---------------------|-------|-------|------|--------|
| TOTAL DES EFFECTIFS | 459,0 | 574,8 | 16,5 | 1050,3 |
|---------------------|-------|-------|------|--------|

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| Question 64 | Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2022-2023. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Volet contributif et volet gratuit

| Régions | Demandes reçues du 1er avril au 31 décembre 2022 | Demandes acceptées du 1er avril au 31 décembre 2022 |
|-------------------------|--|--|
| Abitibi-Témiscamingue | 8 776 | 6 911 |
| Bas St-Laurent-Gaspésie | 6 272 | 4 974 |
| Côte-Nord | 3 158 | 2 397 |
| Estrie | 9 984 | 8 221 |
| Laurentides-Lanaudière | 19 403 | 14 332 |
| Mauricie-Bois-Francis | 12 337 | 9 624 |
| Montréal | 48 478 | 34 390 |
| Outaouais | 9 523 | 7 846 |
| Québec | 16 544 | 12 637 |
| Rive-Sud | 22 417 | 17 288 |
| Saguenay-Lac St-Jean | 6 436 | 5 548 |
| Total | 163 328 | 124 168 |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|---|
| Question 65 | En 2022-2023, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| | 1 ^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022 |
|--|--|
| Nombre total de demandes traitées à l'aide juridique | 163 328 |
| Nombre total de requérants refusés économiquement à l'aide juridique | 6 153 |
| Proportion des demandes traitées | 3,77% |
| Nombre de requérants refusés économiquement ¹ à l'aide juridique <u>et</u> ayant reçu une pension alimentaire ² | 279 |
| Proportion des demandes traitées | 0,17% |
| Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants | 2 053 912 \$ |
| Nombre de requérants refusés économiquement à l'aide juridique <u>et</u> dont le montant de la pension alimentaire <u>dépasse</u> à elle seule le barème <u>gratuit</u> ³ | 6 |
| Proportion des demandes traitées | 0,004% |
| Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants | 218 003 \$ |
| le coût moyen d'un dossier⁴ | 819 \$ |
| Les sommes épargnées estimées | 4 914 \$ |

¹ Un requérant peut être refusé économiquement tant par ses revenus, ses biens et/ou ses liquidités.

² Toute forme de pension alimentaire. Nous ne pouvons distinguer celles se rapportant uniquement aux enfants.

³ Dont certains ont pu être admis moyennant le paiement d'une contribution.

⁴ Il s'agit du coût moyen d'un dossier (toutes matières confondues) confié et payé aux avocats de la pratique privée, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2023-2024

Question **67**

Liste des mandats accordés en 2022-2023 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- a. Le nom et l'adresse du professionnel;
- b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- d. Les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié;
- e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;
- f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

| Mandataires | Taux | Mois | Objet | Montant des honoraires |
|--|--------|----------------|-------------------------|------------------------|
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 227 \$ | Mai 2022 | Consultation juridique. | 1 910 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 274 \$ | Mai 2022 | Relations de travail. | 5 020 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Juillet 2022 | Relations de travail. | 3 240 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Août 2022 | Consultation juridique. | 5 820 \$ |
| Me Francis Meloche | 260 \$ | Août 2022 | Consultation juridique. | 9 425 \$ |
| Me Francis Meloche | 260 \$ | Septembre 2022 | Consultation juridique. | 2 080 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Octobre 2022 | Consultation juridique. | 5 880 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Octobre 2022 | Relations de travail. | 510 \$ |
| Me Francis Meloche | 260 \$ | Octobre 2022 | Consultation juridique. | 4 745 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Novembre 2022 | Consultation juridique. | 150 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 230 \$ | Décembre 2022 | Consultation juridique. | 6 530 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Décembre 2022 | Relations de travail. | 11 280 \$ |
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Février 2023 | Consultation juridique. | 4 290 \$ |

Renseignements particuliers Étude des crédits 2023-2024

| | |
|--------------------|-------|
| Question 67 | Suite |
|--------------------|-------|

| Mandataires | Taux | Mois | Objet | Montant des honoraires |
|--|--------|--------------|-----------------------|------------------------|
| Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l. | 300 \$ | Février 2023 | Relations de travail. | 3 150 \$ |
| Total des honoraires | | | | 64 030 \$ |

| Renseignements particuliers | Étude des crédits 2023-2024 |
|-----------------------------|--|
| Question 68 | Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d’avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour l’année 2022 2023. |

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

| | |
|-------------|---|
| Question 87 | Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter. |
|-------------|---|

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Pour 2022-2023, 19 employés étaient affectés en tout ou en partie dans le Nord incluant les services en matière criminelle et protection de la jeunesse.

- Baie D’Ungava : 3 avocats, 3 personnels de soutien
- Baie d’Hudson : 4 avocats, 3,5 personnels de soutien
- Baie James : 1 avocat, 1 personnel de soutien
- Côte intérieure cris : ½ avocat ½ personnel de soutien
- Service d’enquête sur mise en liberté au Nunavik : 1 avocat, 1 personnel de soutien

Cette région est desservie par la cour itinérante du Québec.

| | |
|--------------------|--|
| Question 97 | Bilan détaillé des mesures de la stratégie des délais en matière criminelle et pénale, ventilé et sommes octroyées par mesure en date du 31 mars 2023. |
|--------------------|--|

MINISTÈRE

Sous-ministériat des services à l’organisation

Sous-ministériat des services de justice, des registres et de la transformation

| Stratégie d’action gouvernementale visant à contribuer à la réduction des délais en matière criminelle et pénale | | |
|--|-------------|-------------------|
| État d’avancement de la mise en œuvre des mesures en date du 31 mars 2023 | | |
| Mesure | Responsable | État d’avancement |
| 20 nouveaux postes d’avocats à la Commission des services juridiques | CSJ | 20 postes pourvus |
| 27 nouveaux effectifs de soutien à la Commission des services juridiques | CSJ | 27 postes pourvus |
| | | |
| | | |

Légende :
CSJ : Commission des services juridiques